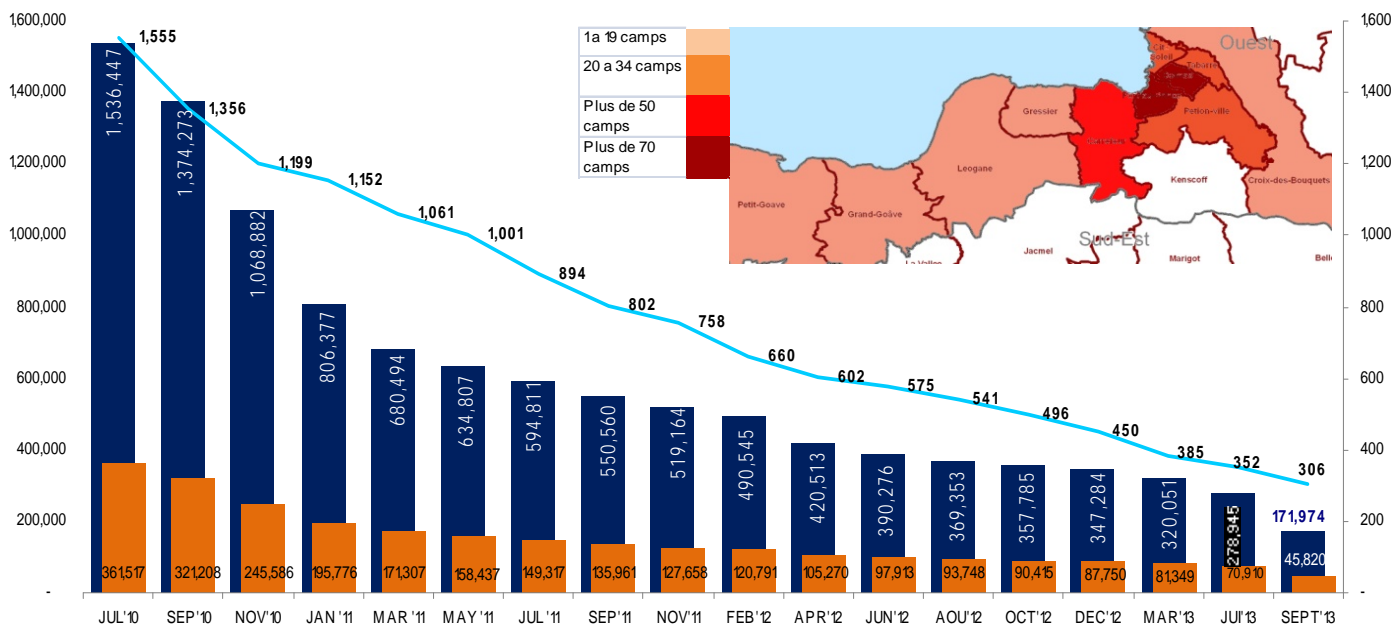
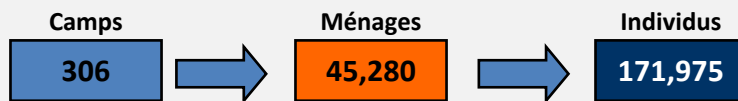


FACT SHEET – UCLBP & CLUSTER ABRIS ET CCCM HAÏTI – Octobre 2013

I. CAMPS

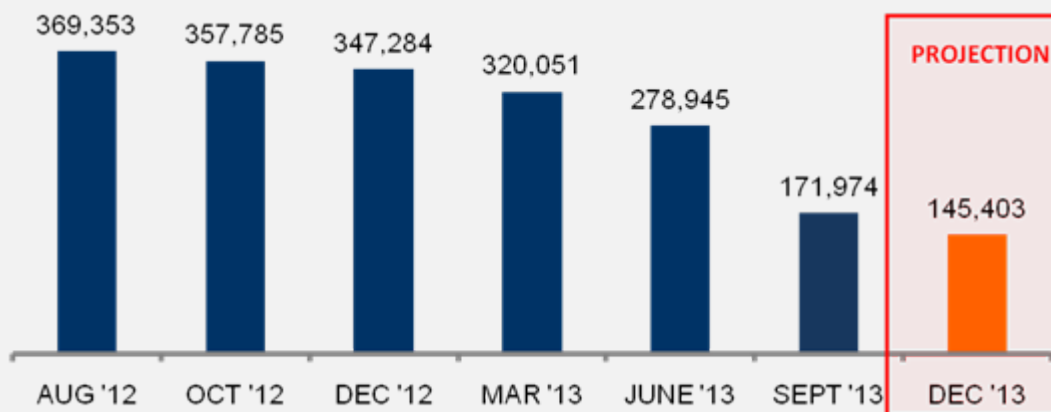
1.1. Evolution du nombre de camps, ménages et déplacés – 2010-2013

Source DTM Octobre 2013



Les trois grands établissements informels appelés Canaan, Onaville et Jérusalem, hébergeant 11 128 ménages et 54 045 individus, ont été retirés de la liste des sites de déplacés suite à la demande officielle du Gouvernement d'Haïti, à travers l'Unité de Construction Logements et Bâtiments Publics, en constatant les caractéristiques de ces centres d'hébergement qui sont celles de nouveaux quartiers, ayant besoin d'un plan d'urbanisme avec une vision à long terme.

1.2 Projections de populations dans les camps – 2013 et +



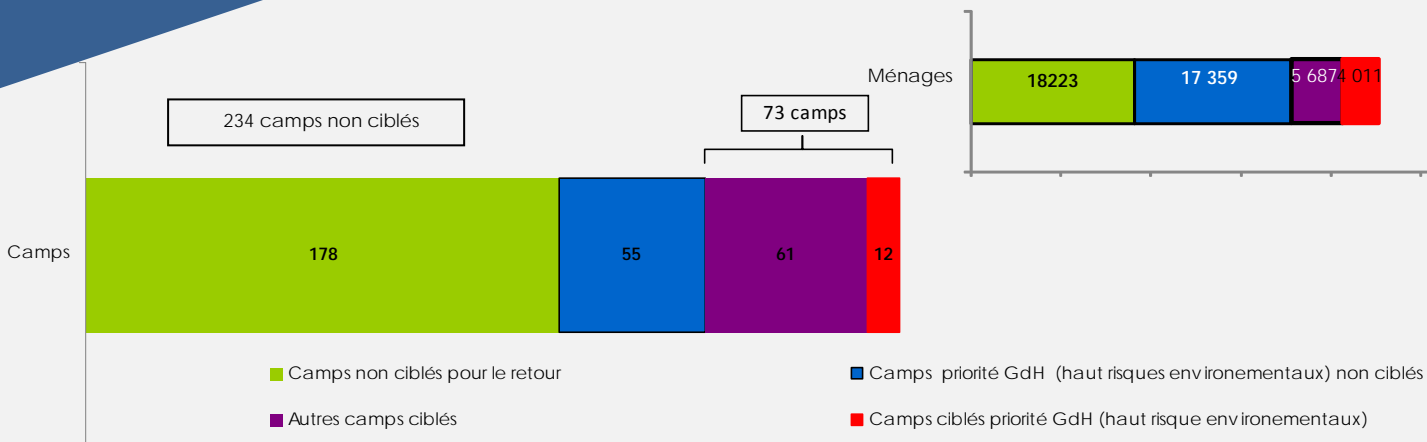
Prenant en compte les activités actuelles d'appui (projets en cours et en fermeture) au retour des familles dans les camps estimés terminés à la fin de l'année, il est projeté que plus de 145 000 individus pourraient demeurer dans les camps à la fin de l'année 2013 et début 2014. Ces projections associent les dernières données de population de la DTM – Septembre 2013, les projets de fermeture en cours de camps par les partenaires et les tendances de relocalisation des familles dans les camps.

Pour plus d'information <http://www.eshelter-cccmhaiti.info>

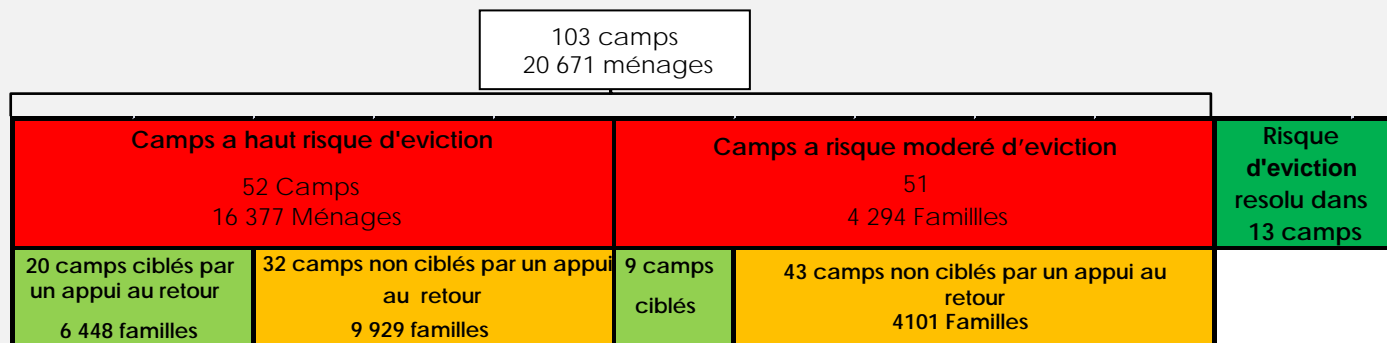


II. RETOUR

2.1 Camps ciblés par le retour: Camps prioritaires du Gouvernement d'Haiti

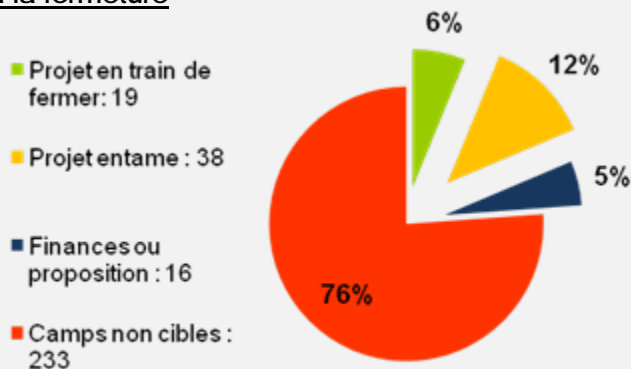


2.2 Camps sous menace d'éviction et populations ciblées pour le retour



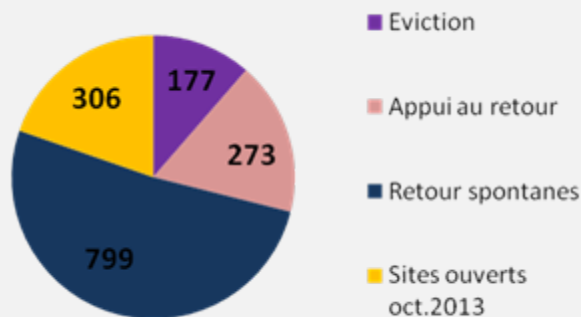
Parmi les 306 camps restants et dont la situation n'a pas été résolue, **20 671 familles** ou **77 564 individus** vivent dans **103 camps** sous menace d'éviction. Parmi ces 103 camps, 52 camps sont a estimes a haut risques d'évictions, 51 a risque moderé d'évictions.
 Source IOM Protection et données retour CCCM/Shelter

2.3. Statut des camps ciblés : de la planification a la fermeture

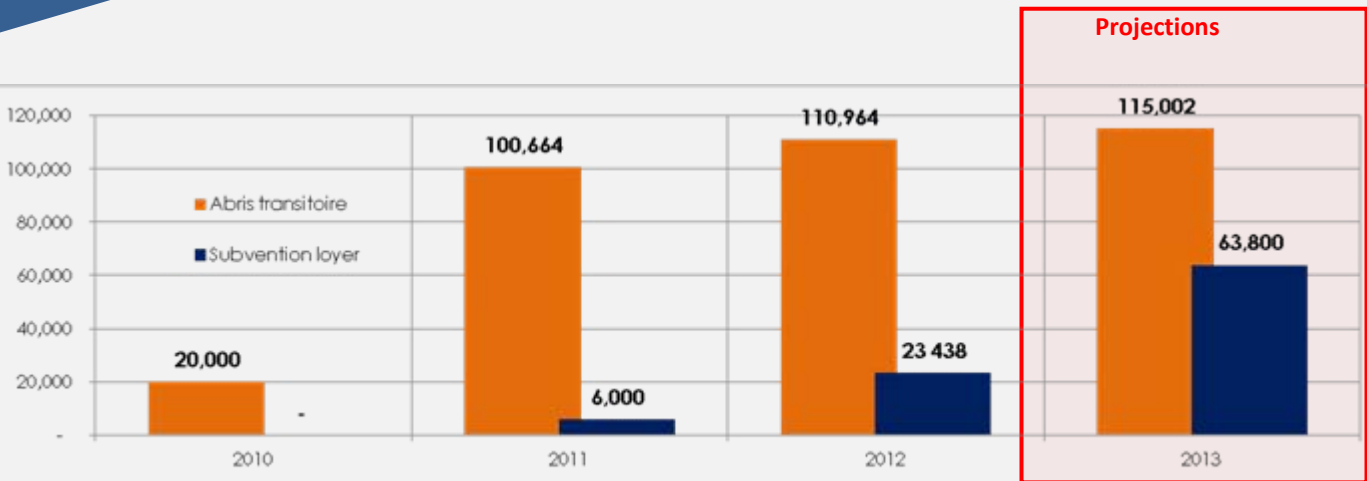


2.4. Historique des fermetures de site

Source DTM Octobre 2013



Entre juillet 2010 et Septembre 2013, environ **16 000** ménages ont été victimes d'évictions forcées, soit **4%** du total des ménages déplacés depuis le séisme.



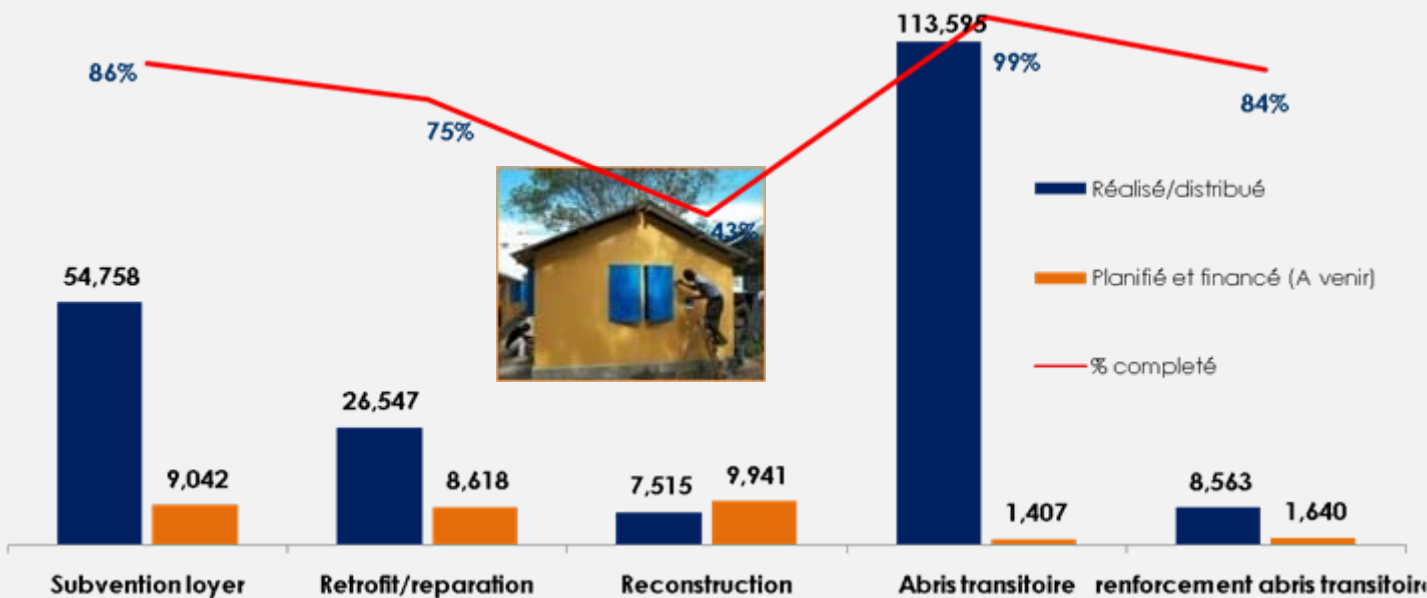
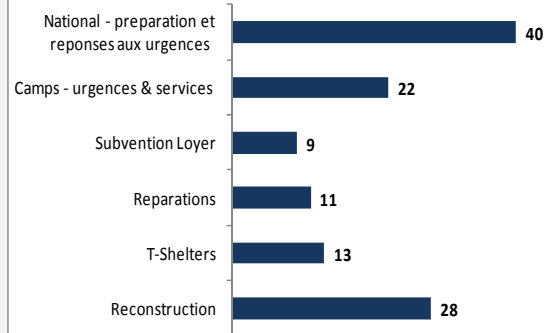
3.2 Activités de reconstruction et réparations – Septembre 2013

Unité de Gestion d'Information Cluster

La collecte de données auprès des partenaires, dans le cadre des activités de reconstruction pour Septembre 2013, indique les chiffres suivant : 54 758 subventions loyers allouées, 7 515 maisons (re)construites, réparations / rétrofiting de 26 547 maisons et 113 595 abris transitoires livrés.

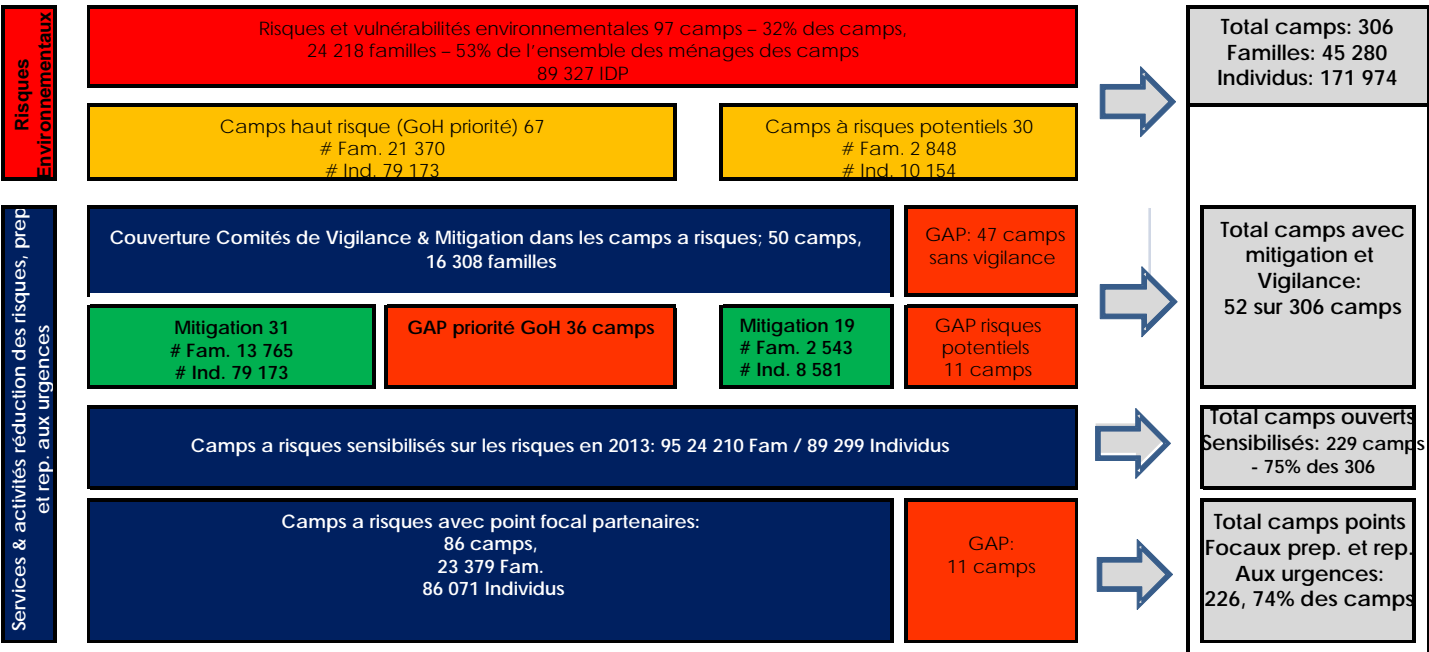
Les activités à venir pour les prochains mois se concentrent principalement sur la subvention au loyer (9 042 additionnelles attendues), la réparation (8 618 unités supplémentaires) et la reconstruction (9 941 unités).

Repartition des partenaires d'exécution



IV. Services

4.1. Mitigation des risques environnementaux et preparation aux urgences



4.2 Situation actuelle dans les camps

Sanitation

Sur 306 sites ouverts, 166 camps (soit 54%) ont des services sanitaires (toilettes); indiquant que 20% des IDP n'ont pas accès aux latrines dans les camps. 105 camps (soit 35%) ont des services de vidange; 26 camps (soit 8%) sont approvisionnée en eau; 11 camps (soit 4%) ont des services des gestion des déchets.

Source DTM – Octobre 2013

Protection

La collecte de données auprès des acteurs protection indique que 36 camps ont des services dédiés pour les cas de GBV, 31 pour la protection de l'enfance, 14 pour les personnes âgées, 9 pour les personnes en situation de handicap et 26 pour la documentation. De plus, et dans l'ensemble des camps en fonction des besoins, UNPOL, OHCHR/SVH, Minustah et OIM assurent un suivi des violations des droits de l'homme résultant de menaces d'évictions forcées et une assistance pour les cas de SGBV (UNPOL/IOM).

Services santés dédiés au Cholera

La collecte de données auprès des acteurs sante indique que 128 camps ont des activités dédiées a la sensibilisation sur les risques de cholera, 177 camps ont des activités de monitoring et 25 camps ont des services dédiés de réponse médicale. 42% des camps (hébergeant 27 % du nombre total de familles) n'ont pas de service dédiés de monitoring.

WASH-Enquête DINEPA

114 pers. / latrines en moyenne (compare a 74 en 2012) .

118 Camps avec défécation a air libre

40 camps demandent un appui urgent, pour réduire la vulnérabilité sanitaire (principalement dans les communes de Cite Soleil, bas et Delmas, Carrefour et Port-au-Prince)

Source :
Enquête DINEPA – PrESRUEC – Septembre 2013
Analyses DINEPA sur les vulnérabilités liées au secteur EPAH

Pour plus d'information <http://www.eshelter-cccmhaiti.info>